

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.2/L.63

17 octobre 1961

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

JUL 9 1962

UN/SA COLLECTION  
COMMUNICATION DE M. A. WEBER-SALIM CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

A. Weber-Salim  
Willerzell/Sz  
Suisse

Le 12 octobre 1961

A Monsieur le Sous-Secrétaire à la tutelle  
et aux renseignements relatifs aux  
territoires non autonomes,  
Nations Unies  
New York  
Etats-Unis d'Amérique

T/COM.2/243 et Add.1<sup>1/</sup>, et notre demande de retour au Tanganyika,  
adressée à l'Autorité administrante à Dar es-Salam

Monsieur le Sous-Secrétaire,

Le 14 novembre 1960, j'ai envoyé au Service de l'immigration du Tanganyika une demande sollicitant l'autorisation de retourner au Tanganyika, qui est le pays d'origine de ma famille. Le 10 janvier 1961, les autorités britanniques m'ont répondu que la question était encore à l'examen, et la même réponse m'a été faite le 5 octobre 1961, bien que le représentant du Tanganyika ait promis, aux Nations Unies, que les autorités du Tanganyika réserveraient à ma demande une bienveillante attention. Nous avons ensuite renouvelé notre demande le 21 août 1961, et aujourd'hui, à la date du 12 octobre, les autorités britanniques sont encore "en train d'examiner" notre cas.

1/ Note du Secrétariat : Cette pétition a fait l'objet de la résolution 2112 (XXVII).

L'Administration britannique au Tanganyika n'est pas disposée, semble-t-il, à permettre à une femme originaire du Tanganyika d'y retourner avec sa famille; si tel était le cas, elle manquerait à la promesse qu'elle a faite aux Nations Unies d'examiner notre requête avec bienveillance. Lors de notre première pétition aux Nations Unies, les colonialistes britanniques se sont défendus, par un mensonge, en m'accusant de boire et de jouer aux cartes dans les cabarets alors que je n'ai jamais bu ni fumé, pas plus que je ne bois ni ne fume. Ensuite, quand nous avons présenté notre deuxième demande, s'ils ont déclaré qu'ils l'examineraient avec bienveillance, c'était simplement, semble-t-il, pour éluder la question. Je n'ai ni renié ni abandonné ma femme africaine et mes enfants comme le font beaucoup de Blancs au Tanganyika et j'estime que nous devrions avoir le droit, étant une famille tanganyikaise respectable, de rentrer au Tanganyika, où nous serons les bienvenus parmi les autochtones, où nous donnerons l'exemple d'un heureux ménage mixte et contribuerons à la compréhension entre les différentes races.

Au cas où les autorités britanniques chercheraient réellement à nous tenir éloignés du Tanganyika, nous en appellerions à tous les gouvernements et à tous les organes de presse de l'Est et de l'Ouest, y compris d'Afrique, pour prouver qu'au Tanganyika, sous la domination britannique, le régime de la discrimination raciale sévit encore. En effet, je ne vois pas pourquoi nous serions empêchés de retourner dans notre pays, si ce n'est parce que nous sommes un ménage mixte et que, pour cette raison, nous sommes victimes de la discrimination raciale.

Ce n'est certainement plus le moment de poursuivre cette "sale" politique de discrimination raciale. Les temps ont changé, et je suis sûr que si notre cas venait à la connaissance du public, les Blancs perdraient beaucoup plus au Tanganyika que s'ils nous permettaient d'y retourner, l'Afrique ayant besoin de familles comme la nôtre si les Blancs ont l'intention d'y rester.

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) : WEBER

Copie : Service de l'immigration à  
Dar es-Salam

-----